L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GÉNÉRAL—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 23 JANVIER 1850.

Imprimé et publié par
HAGNE & WEISSE.
No. 85, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 23 JANVIER.

MESSAGE DU GOUVERNEUR.—On trouvera plus bas le message du gouverneur Johnson, dont un exemplaire en anglais nous a été transmis de Baton Rouge et que nous nous sommes empressé de traduire.

(*Correspondance de l'Abeille*)

BÂTON ROUGE, lundi 21 janvier 1850.

Je vous envoie à la hâte quelques lignes pour vous annoncer l'organisation de la Législature.

Les Chambres se sont réunies aujourd'hui à midi.

M. HORATIO DAVIS a été réélu secrétaire du Sénat et M. ST. COLOMBE DAVIS, assistant-secrétaire. MM. EMILE WILTZ et HYPOLITE LANOUE ont été nommés traducteurs ; M. LEMAITRE, sergent d'armes ; M. GRAND, portier.

À la Chambre, M. PERDTON W. FARRAR a été élu *speaker* au premier scrutin, à une majorité de 53 voix contre 42. Un membre whig était absent. M. JOHN E. LAYET a été nommé greffier, E. SOLOMON, commissaire aux minutes et J. F. BYRNE sergent d'armes. Ce sont tous des whigs.

Un comité s'est transporté, comme de coutume, auprès du gouverneur pour lui annoncer que les Chambres étaient constituées, et Son Excellence a immédiatement transmis à celles-ci son message. Je vous en envoie une copie. Après la lecture du manifeste les deux Chambres se sont ajournées.

G. F. W.

MESSAGE DU GOUVERNEUR.

Messieurs du Sénat et de la Chambre des Représentants,

Réunis pour la première fois au nouveau siége du gouvernement, il m'est agréable de vous en féliciter, et de vous soumettre brièvement les faits et les suggestions que j'aurai été de l'Etat me paraît exiger. Récemment sortis de la société de ceux qui vous ont confié la haute et délicate mission de la législation ; pénétrés de leur situation, de leurs opinions et de leurs besoins, partageant leurs sympathies, on peut s'en reposer sur vous avec confiance pour l'accomplissement de vos devoirs publics. Je regrette beaucoup que des événements imprévus aient empêché l'achèvement de la maison d'Etat—et je vous transmets inclus, pour votre information, une communication des commissaires préposés à ces travaux, en deduisant les raisons. Ces explications, selon moi, sont parfaitement satisfaisantes. Les commissaires vous soumettront prochainement un rapport exposant les dépenses faites jusqu'à présent.

Le bureau de l'avocat-général n'a pas encore été transféré avec les autres bureaux au siége du gouvernement, et en vous annonçant le fait, je dois ce fonctionnaire de dire les obstacles qui ont mis obstacle à son départ, et les motifs qui m'ont cru devoir me joindre à lui pour lui en faire part. Le bureau a été transféré au siége du gouvernement, mais que l'acte supplémentaire du 16 février 1849, n'ait pas prescrit de résidence fixe pour le bureau de l'avocat-général comme de toutes les autres. D'un autre côté l'acte du 10 janvier 1813 E et C Digestes-26, déclare que l'avocat-général aura son domicile dans et pendant toute la durée de son emploi, dans le premier district judiciaire, et pendant toutes différentes commissions à lui faites. Le district de Bâton Rouge a été distrait pour former un nouveau district judiciaire, et l'avocat-général ne pourrait point résider dans ce district sans violer ses propres pouvoirs par le gouverneur ou tout autre fonctionnaire de l'Etat.

Si l'avocat-général s'était conformé aux actes de 1846—18, il aurait été obligé d'exercer ses fonctions civiles et criminelles dans chacune des différentes divisions judiciaires, ce qui, en effet, divise le premier district judiciaire, et l'avocat-général ne pourrait point accepter des poursuites criminelles en vertu de l'acte de 1813, sans violer ses propres pouvoirs par le gouverneur ou tout autre fonctionnaire de l'Etat.

Si l'avocat-général s'était conformé aux actes de 1846—18, il aurait été obligé d'exercer ses fonctions civiles et criminelles dans chacune des différentes divisions judiciaires, et l'avocat-général ne pourrait point accepter des poursuites criminelles en vertu de l'acte de 1813, sans violer ses propres pouvoirs par le gouverneur ou tout autre fonctionnaire de l'Etat.

Il est certain, d'après ce que m'a arrivé l'année dernière, que les levées telles qu'elles sont construites en ce moment, ne sont pas une barrière suffisante contre le fleuve. La triste expérience du passé a disposé l'esprit public à rechercher plus sûrement pour l'avenir le renouvellement des nombreuses catastrophes dont les habitants des campagnes et ceux de la ville ont eu à souffrir. La législature est sans doute prête à agir sur ce sujet. C'était l'état du devoir de l'ingénieur civil d'étudier la question sous ses différents aspects, devoir qu'il a je crois, accompli, je vous recommande avec plaisir son excellent rapport. Les vues et les suggestions de l'ingénieur touchant le système actuel des améliorations méritent toute attention. Pour favoriser le bien-être du peuple le gouvernement doit lever les obstacles qui entravent au développement de l'industrie. On ne saurait attacher trop d'importance à un projet qui étendrait et perfectionnerait les communications dans tout l'Etat. De cette manière le commerce serait diminué de bien des fardeaux qui pèsent sur lui, et les produits de l'agriculture et les raisons alléguées en faveur d'un tarif protecteur considérablement affaiblies en attendant qu'elles soient entièrement détruites.

Il règne dans l'Etat un grand mécontentement au sujet des écoles publiques, mais je vois dans ce mécontentement même une promesse à notre remplis que le système que nous avons déjà consacrés aux écoles publiques deviendra l'objet, s'améliorera et deviendra de plus en plus populaire. Qu'on se souvienne que c'est là le sort de toutes les institutions humaines de quelque valeur ; elles ne marchent à la perfection que travers l'erreur, les fautes et les conflits prolongés. Si donc les premières tentatives pour développer le système des écoles publiques, tout imparfait qu'est ce projet et combattu par des préjugés et des intérêts formidables, n'ont pas répondu à l'attente publique, cependant ce qui a été accompli est de nature à inspirer à la législature le désir de modifier la loi de manière à y introduire les changements exigés par l'expérience. Il n'y a pas longtemps que notre système est en opération ; néanmoins l'Etat est divisé en six cent quatre-vingt douze districts ayant ensemble six cent dix-huit écoles et vingt deux salles d'écoles. Ce résultat est plus encourageant qu'on aurait osé l'espérer. Mais les fonds affectés à l'extension des écoles ne suffisent à prouver les bienfaits de l'éducation qu'à un peu plus de la moitié de ceux qui y ont droit d'après ce que dit la constitution qui ordonne à la législature d'établir des écoles publiques dans tout l'Etat. S'il est juste de dépenser de l'argent pour faire le plus grand bien au plus grand nombre, je dis que la législature n'a pas d'autre alternative et doit augmenter les ressources affectées à l'éducation.

L'une des tâches les plus marquées de ce siècle, et que requièrent même plusieurs gouvernements, est de mettre à exécution le principe de vote, de donner les citoyens le privilége d'élire par scrutin secret les officiers de l'Etat dans lesquels ils ont confiance. Ce principe est établi dans la Constitution de l'Etat, mais, malheureusement, il n'a pas été mis en pratique. Le peuple ne peut exercer ses droits que par ses représentants, et ceux-ci ne peuvent connaître les vœux de leurs commettants que par le vote. Le vote est le seul moyen de connaître les vœux du peuple. Le vote est le seul moyen de connaître les vœux du peuple. Le vote est le seul moyen de connaître les vœux du peuple